



5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753
FR41@orange.fr / gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr

Contribution au débat national

La laïcité, c'est-à-dire la recherche de l'intérêt général, doit être à la base de l'organisation de la société qui se réclame de la République universelle. République universelle signifie que tout être humain peut se considérer comme en faisant partie. La République française est une des formes que prend la République universelle.

La démocratie républicaine à retrouver

Depuis des décennies la population de la France, métropolitaine et territoriale, est soumise à la loi du marché, le B.A.-BA du libéralisme économique, autrement dit le capitalisme. L'avatar du dernier référendum en est le plus néfaste exemple ; en 2005 le suffrage universel a rejeté le projet de constitution européen par 55 % NON et en 2007 celui-ci a été inscrit dans la constitution française avec la bénédiction des partis politiques parlementaires. Cette lourde blessure faite au suffrage universel a écarté des urnes près de 60 % des électeurs ; ainsi l'actuel président de la République a été élu au second tour avait moins de la majorité absolue des électeurs inscrits. Aussi est-il grand temps d'ôter de la Constitution de 1958-1962 tous les ajouts voulus par l'Union Européenne : après il sera loisible que le suffrage universel restauré décide ou non de modifier ou de changer la constitution française.

La démocratie fiscale à instaurer

La crise politique et sociale que traverse actuellement la France est liée aux impératifs qu'impose la constitution falsifiée. Dans sa lettre aux citoyens le président de la République énumère les charges auxquelles la France doit se soumettre ; parmi elles, il y a la dette dont le montant équivaut à peu près au PIB de la France et les d'intérêts de sa dette qui varient selon les époques auxquelles elle a été souscrite. Il faut donc prononcer un moratoire sur le remboursement de la dette, intérêts et principal, puis mener un audit de cette dette afin de déterminer la bonne dette et la mauvaise. Une fois établies la bonne dette et la mauvaise, la France négociera un nouvel échelonnement du remboursement de la bonne dette à un taux raisonnable. La mauvaise dette n'étant plus à rembourser, donnera de l'argent à l'Etat-Nation qui par une nouvelle politique fiscale faisant la guerre aux fraudes en tout genre disposera de quoi alimenter les services publics et la hausse des bas salaires et des pensions. Il pourra, en outre, relancer une véritable politique d'aménagement du territoire laissée à l'abandon depuis des années. Il faut noter que la population

tunisienne réclame aujourd'hui la tête de la présidente du FMI qui, en échange d'un prêt, a exigé le licenciement d'un million de fonctionnaires !

La démocratie populaire à reconquérir

La grille indiciaire des fonctionnaires est à réécrire. Elle comporte aujourd'hui des échelons sous smicards et des appendices qui la défigurent ajoutés au fil du temps pour compenser les bas salaires de certains fonctionnaires ; les primes ne sont pas prises en compte dans le calcul des retraites ce qui donnent des pensionnés pauvres, voire très pauvres. La rédactrice de ce texte tient à relater un souvenir vieux de près de 30 ans. Représentante d'AUTREMENT à la FSU, elle prenait la parole dans les instances fédérales pour demander que soit inscrite dans la motion finale la revendication salariale qu'elle présentait. Son amendement était toujours refusé jusqu'au jour une *bronca* de la majorité U&A et EE imposa d'inscrire cette revendication ! Cela n'eut pas de suite car les secrétaires généraux de la FSU enterrèrent la motion sans état d'âme ... Les salaires des employés du privé comme les traitements des fonctionnaires sont fixés en échange du travail fourni qui est défini par la loi comme l'accès aux services publics. L'Etat-Nation doit se ressaisir, par la politique fiscale combattant la fraude et les revenus démesurés, de l'argent qu'il lui incombe de redistribuer dans l'intérêt de la Nation. Robespierre souhaitait instaurer la République vertueuse qui n'aurait pas compté de citoyens très pauvres ni très riches : il est peut-être temps de transformer ce souhait en réalité.